

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

2 AU 8 FÉVRIER 1995

N° 985

10,00 F

## ÉLECTIONS 1995 : LA FIN D'UN SYSTÈME

Dans ce numéro...  
**SUPPLÉMENT**  
**« PRÉSIDENTIELLE**  
**1995 »**



**D**EPUIS 1958, l'élection présidentielle est un enjeu important pour la société française.

En effet, c'est le moment où l'ensemble des citoyens participent en parfaite communion à la nomination de celui qui représente et guide la nation (toujours un mâle). Et dans un pays centralisé et autoritaire comme le nôtre, c'est un symbole fort.

Le taux de participation est généralement élevé, et au vu du nombre important de jeunes qui se sont inscrits sur les listes électorales, pour être de la partie, la tradition ne devrait pas être démentie.

A mon sens, les analystes qui en concluront à un regain d'intérêt civique pour la politique n'auront qu'un discours de circonstance sans grand intérêt si ce n'est celui de conserver leur place à la télé.

En effet, nous vivons certainement un des derniers grands moments de la V<sup>e</sup> République, même si cela n'est vraiment dit par personne. Les cartes politiques sont déjà largement en train d'être redistribuées, et au matin du 8 mai 1995 rien ne sera plus comme avant.

Le nom du gagnant au grattage n'a absolument aucun intérêt. Les choses se passent vraiment ailleurs. Le slogan traditionnel des anars « Elections, piège à cons » n'aura jamais été aussi lourd de réalité, parce que le système politique actuel fonctionne à vide, par automatisme, dans l'attente de l'explosion finale. Essayons de nous expliquer.

Nous subissons depuis 1973 des transformations économiques colossales qui ont mis sur le carreau des millions de salariés et qui ont modifié

radicalement notre rapport au travail. La multiplication des statuts sociaux fait qu'aujourd'hui la moitié des emplois sont précaires et ce n'est sans doute pas fini.

La révolution informatique (invention du microprocesseur, la fameuse puce, date de 1972) a modifié radicalement les modes de production économiques et sociaux, permis l'organisation et le contrôle de la production, des marchés et des individus depuis n'importe où, n'importe quand et surtout n'importe comment.

Les conséquences politiques de cette situation sont bien loin d'être réellement maîtrisées, et ne nous sont bien souvent perceptibles que par leurs aspects destructeurs, particulièrement pour l'idéologie social-

(suite p. 2)



## Manifestation antifasciste à Toulon : violences policières, arrestations et inculpations arbitraires

**L**E CONTEXTE toulonnais (omniprésence de l'armée, importante communauté pieds-noirs revancharde, population âgée sensible à la démagogie sécuritaire...) fut, ces dernières années, un terrain fertile pour les « idées » propagées par le Front national.

Lors des dernières campagnes électorales, Le Pen y tint systématiquement des meetings. On ne peut pas dire que les ripostes antifascistes furent à la hauteur de l'événement. On semblait même s'acheminer vers une banalisation complète de l'extrême droite. C'est donc détermi-

nés, mais sans illusions, que nous nous sommes rendus, le samedi 21 janvier, place de l'Opéra, lieu même où Le Pen allait tenir un de ses premiers meetings de campagne présidentielle. Là, heureuse surprise, la mobilisation était conséquente. A l'appel d'un « Groupe de jeunes antifascistes », auquel nous nous étions joints, se tenait une contre-manifestation pour crier haut et fort notre refus de l'exclusion, de la xénophobie et de la haine. Plus de 200 personnes se retrouvèrent face au service d'ordre du FN, qui n'en menait pas large devant le nombre, la détermination et les slogans des manifestants (« Français, immigrés, solidarité ! », « La jeunesse emmerde le Front national », « Ni Dieu, ni maître, ni nationalité »...).

(suite p. 3)



Une Interpellation musclée. Photo Gérard-Raynaud/Var-Matin.

T 2137 - 985 - 10.00 F



F.P. 2520





# Élections 95 : la fin d'un système

(suite de la « une »)

démocrate ou marxiste. La liquidation du camp dit « soviétique » n'a fait qu'accélérer un processus en cours depuis le milieu des années 70. Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'idéologie libérale a aussi du plomb dans l'aile.

Il n'y a plus que la guerre économique qui motive les sociétés et les individus, et en quelque sorte tout est permis mais rien n'est possible. La société a bel et bien imposé. Les traditions sociales de droite comme de gauche, comme les valeurs humanistes ou folkloriques, foutent le camp ! « Y'a plus rien ! », gueulait Léo Ferré, et ça ne le faisait pas pleurer. Nous non plus, mais revenons à nos élections.

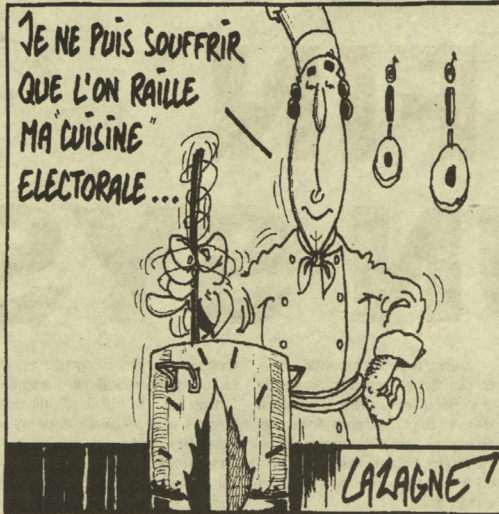
Vingt années de destruction des rapports sociaux de production ça finit par se voir. Il faut percevoir les candidats comme autant de représentants des différents clans politico-économiques qui ont toujours cohabité avec plus ou moins de bonheur dans la société, et que la décomposition avancée du système libère en autant d'électeurs disponibles à toutes les combinaisons.

D'où la multiplication des candidats, et nous aurions pu avoir un éventail bien plus large si les coups-fourrés et chasses-trappes balancés tous azimuts n'avaient fait quelques victimes avant l'heure des dépôts de candidatures. Dommage pour le surplus de piment que cela aurait

donné au spectacle. Imaginez l'entrée en scène d'un Fabius ou d'un Rocard dans l'arène ou la mise aux enchères publiques de ceux qui espéraient l'apparition d'une « nouvelle gauche » avec un Juquin ou tout autre ex-PC. Imaginez que Noir ou Séguin aient réussi leur opération « jeunes loups du RPR », en leur temps.

« Vingt années de destruction des rapports sociaux de production ça finit par se voir. »

Il est permis de penser que chaque lobby économique, chaque tendance, dans chaque organisation ait son porte-lingue présidentiel. Cela nous aurait certainement fait du beau monde au balcon et du dépaysement pour un petit moment, avant de nous lasser. Mais peut-on dire que la société « République française, cinquième version » existe encore ? Plus vraiment. C'est à sa disparition que nous assistons ! La raison en est simple : il n'y a plus de possibilité de consensus autour d'elle. Exemple : en dépit de tous les discours rassembleurs, il n'y a aucune alliance sérieuse et durable possible autour de Balladur, y compris pour Pasqua. Il n'y a que des ralliements de circonstance que



les réalités politiques se chargeront de défaire.

Va-t-on dissoudre ou pas l'Assemblée nationale après le 8 mai 1995 ? Dans les deux cas cela déplaira à la moitié des députés. Si Pasqua est Premier ministre, va-t-il continuer sa politique territoriale qui fait faire la gueule à beaucoup d'élus de province ? Comment faire plaisir aux différents clans patronaux que la mondialisation de l'économie broie ou avantage selon leur type de production ou leur capacité financière ? Nous pourrions multiplier les exemples. Les enjeux sont trop lourds de conséquences pour qu'il y ait compromis. C'est une guerre mortelle qui est engagée, et il n'y aura pas de cadeaux et sûrement plus d'un vaincu.

Que se passe-t-il à gauche ?

En dépit des promesses rénovatrices, le PC s'enfoncé irrémédiablement dans la marginalité et rien ne change vraiment dans ses pratiques et ses discours. A quand l'*Huma* hebdo ?

Au PS, les courants s'en donnent à cœur joie, et que Emmanuel l'emporte (comme

c'est probable), cela ne fera jamais qu'un champion plutôt gringalet.

Quant à l'initiative Lang, proposant un nouveau rassemblement des citoyens, cela en dit long sur la pérennité de l'organisation et promet de beaux motifs de ruptures post-électorales.

Faut-il ajouter quelque chose au ridicule des trois candidatures écologistes ?

« Il y a urgence à prendre conscience que la crise sociétale traverse aussi le mouvement anarchiste... »

Pour Lutte ouvrière, musée vivant du marxisme-léninisme, son espoir réside dans le glanage des voix des rescapés de la grande désillusion. Une œuvre titanique !

Nous aurions tort de nous réjouir trop vite de cette situation politique parce qu'elle est grosse de tous les dangers. Il y aura instabilité politique, quel que soit l'héritier. Des retournements d'alliances et autres manipulations de palais se produiront pour permettre la constitution de gouvernements plus ou moins éphémères. Un peu comme sous la IV<sup>e</sup> République, mais avec un contexte social et économique autrement plus compliqué. Nous savons que cela ne peut qu'amplifier la dépolitisation bien réelle déjà des populations et renforcer la léthargie sociale ambiante.

Nous savons que se préparent les plans de privatisation et de restructuration des dernières grandes entreprises publiques : EDF, protection sociale, Renault, éducation... Pour ce faire, l'Etat aura besoin d'un climat de passivité ou pour le moins de disper-

sion des forces sociales. Pour l'instant, c'est plutôt bien réussi pour lui.

Mais que font les anarchistes face à cette situation ? Malheureusement, pas grand chose. Et ce pour une raison bien simple. Nous n'avons pas encore été capables d'avoir une analyse correcte de ce qui se développe autour de nous, et nous n'avons par conséquent pas de stratégie d'intervention claire qui puisse faire converger nos efforts. Ce qui ne veut pas dire que chacun, dans son coin, ne fasse rien. Mais ce n'est pas parce que nous militons dans un syndicat ou une association de chômeurs que nous agissons pour que se développent des pratiques sociales libertaires, quand bien même nous réussirions à vivre localement des pratiques auto-organisatrices et de gestion directe. Et modestement, je sais de quoi je parle. Les enjeux sont autrement plus élevés. Il s'agit de savoir si les libertaires, en tant que force de proposition politique, sont en capacité d'impulser une dynamique d'ensemble donnant une explication, un sens et des perspectives qui leur soient propres.

Avec tout le respect que je dois aux camarades impliqués dans des structures comme « AC ! » ou qui proposent, dans ces mêmes colonnes, la signature d'un texte exigeant de l'Etat qu'il se substitue aux luttes sociales, un comble pour des anarchistes, j'affirme que ce type d'investissement conduit à des impasses ou à travailler pour le roi de Prusse.

Si nous laissons en friche les potentialités de critique sociale qui bouillonnent de toutes parts sans que nous agissions pour qu'elles mûrissent et prennent corps, nous porterons une part de responsabilité dans les dérives autoritaires qui ne manqueront pas de s'affirmer rapidement.

Il y a urgence à prendre conscience que la crise sociétale traverse aussi le mouvement anarchiste, même si idéologiquement et historiquement nous avons des atouts majeurs qui jouent largement en notre faveur. ♦

BERNARD  
(gr. Déjacque - Lyon)

**Rédaction-Administration**  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

**le monde libertaire**

**Bulletin d'abonnement**

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

**Rédaction-Administration :**  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
**Directeur de publication :**  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
**Imprimerie :** La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

**AUTOCOLLANT « LE KID »**  
Le groupe Région-toulonnaise a réédité l'autocollant « Lisez le Monde libertaire », agrémenté du Kid et d'un A certifié.  
50 F les 50 exemplaires  
65 F les 100 ex. et 200 F les 500 ex. (port compris).  
Chèque à l'ordre du CECL.  
A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex



# Manifestation antifasciste à Toulon : violences policières, arrestations et inculpations arbitraires

(suite de la « une »)

Ce face à face dura plus d'une heure, avant que n'interviennent les brutalités policières en guise de répression. Les flics (police nationale avec équipement anti-émeute, flics en civil, RG...) donnèrent libre cours à la violence : charges sans sommations avec matraquage et emploi de gaz lacrymogène, interpellations

musclées (à cinq/six sur des personnes à terre, à grand renfort de coups de pied et de matraque), violence à l'encontre de simples badauds (un gosse d'une dizaine d'années fut molesté), comportement odieux (ils voulaient transporter un des manifestants interpellés dans une container à ordures, seules les protestations de passants les en ont

dissuadés). Ce n'est pas le contenu de quelques poubelles qui a volé en direction des flics qui fera oublier aux personnes présentes de quel côté était la violence, ce jour-là.

## Un compagnon de la FA interpellé

Cette répression aveugle aura vu l'interpellation de dix personnes (dont un militant du groupe Nada), gardées à vue une vingtaine d'heures, et inculpées de « résistance avec violence aux policiers du commissariat de Toulon », « avoir volontairement commis des violences sur des policiers en faisant usage d'une arme par destination ». Les photos publiées dans la presse locale et les nombreux témoignages démontrent le caractère grotesque et non fondé de ces accusations. Le droit de manifester, déjà gravement remis en cause par les lois Pasqua, est une fois de plus ouvertement bafoué par la police. Quant à Trucy, le maire UDF de Toulon, il s'est montré solidaire... avec Jean-Marie Lechevallier (potentat local du FN), en condamnant « avec énergie le

comportement de ceux qui ne respectent pas les règles de la démocratie ».

Les procès s'échelonnent du début à la mi-mars. D'ici là, nous avons besoin de votre soutien : lettres au procureur de la République dénonçant les violences policières, les inculpations arbitraires d'antifascistes et réclamant l'arrêt de toute poursuite, la relaxe pure et simple des inculpés. Un soutien financier afin de couvrir les frais de justice sera le bienvenu. ♦

**GROUPES  
RÉGION-TOULONNAISE  
ET NADA DE LA FA,  
COLLECTIF LIBERTAIRE  
« LA COMMUNE »**

N.B. : faites parvenir vos lettres à destination du procureur au Collectif libertaire « La Commune », 2, rue de Pressensé, 83000 Toulon. Libellez vos chèques de soutien à l'ordre de l'ACL, avec mention « Antifascistes inculpés » au dos. Vous pouvez nous appeler au 94.91.26.80, du mardi au vendredi de 10 h à 12 h et le mercredi et samedi de 15 h à 18 h.

TOULOUSE

## « La calotte aux chiottes ! »

Deux manifs étaient convoquées samedi 21 janvier à Toulouse : une par des associations militant contre le droit à l'IVG ; l'autre par diverses organisations défendant le « droit de choisir ».

Les culs-bénis avaient pour projet de déposer une gerbe au monument aux morts, pour manifester leur opposition à l'IVG, à l'occasion des vingt ans de la loi Veil.

La manifestation des partisans du droit à l'avortement et la contraception libres et gratuits a tenu à empêcher les calottes de propager impunément leurs slogans liberticides.

C'est ainsi que, malgré l'appel à la dissolution lancé par quelques jeunes communistes (UEC) et trotskystes (JCR), la manif des curetons fut copieusement arrosée tout le long de son trajet par des cantiques pas du tout catholiques, tels que « La calotte aux chiottes ! ».

A Toulouse, comme ailleurs, « on vous l'a déjà dit, on veut choisir ». ♦

**GRUPE ALBERT-CAMUS**

Reunions FA

(groupe F-Ferrer de Lorient/Quimperle)

« Les 20 ans de la loi Veil »

VANNES

vendredi 10 février - 20 h 30

Palais des Arts

...

LORIENT

samedi 11 février - 14 h 30

Cité Allende

AMIENS

## La manifestation antifasciste tourne au baston... Thierry Maricourt est interpellé

Le samedi 28 janvier, dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles, Bruno Mégret, responsable du Front national, animait un meeting à Amiens (Somme). Une manifestation de protestation s'est déroulée à l'initiative des antifascistes locaux. Des bagarres ont eu lieu.

Thierry Maricourt, militant anarchiste et auteur d'un certain nombre d'ouvrages (dont *Les Passerelles de l'extrême droite*, éditions Many), a été interpellé ; il aurait aspergé de gaz lacrymogène un flic. Aussitôt arrêté... aussitôt jugé, puisqu'il devait passer en procès dès le lundi 30 janvier.

A l'heure où nous bouclons, nous ne connaissons pas le détail des événements ni celui du verdict. Nous vous tiendrons donc informés ultérieurement. ♦

PARIS

## Notre-Dame de Paris fermée au public tout un après-midi

Le dimanche 22 janvier vers 15 heures, un peu plus d'une centaine de personnes du collectif « Salopes 2, Le Retour » représentantes de toutes les tendances libertaires et antifascistes parisiennes s'étaient données rendez-vous devant Notre-Dame pour manifester leur ras-le-bol face aux attaques répétées de commandos terroristes contre les centres IVG en France. Ces menées entreprises par la tendance « fous de Dieu » de l'extrême droite française (SOS Tout Petits et la Trêve de Dieu), souvent avec l'appui politique, logistique et judiciaire des cadres de l'Eglise catholique officielle, se sont multipliées ces derniers temps. Pour manifester aussi contre les inégalités quant au droit d'accès à l'IVG (pour les mineures et les étrangères) et les difficultés d'accès grandissantes faites aux femmes dans certaines régions dépourvues de centres d'IVG.

Les CRS ont été rapides à nous virer de l'entrée, et le concierge bien empressé à fermer les grilles du saint lieu... moins rapides que nous cependant : une poignée de copains et de copines au baskets plus lestes que les godillots ferrés des bourres se sont hissés(e)s sur les échafaudages qui recouvrent la façade. Bien pratiques ces tubulures pour y pendouiller des banderoles.

Si les flics étaient deux fois plus nombreux que nous, les radis noirs se sont montrés, eux, bien discrets. Quant aux

touristes, comme nous, de tout poil et de toute nationalité, s'ils n'ont pu visiter les gargouilles, ils ont eu tout le temps de caméscoper l'événement. Seuls les marchands de cierges et de missels auront donc totalement perdu leur journée. Tant pis pour eux.

Nous sommes restés un peu plus d'une heure sur le parvis et sur les tours, à crier : « Jésus on t'a eu, Jean-Paul on t'aura », « La capote, pas la calotte », « Avortement libre et gratuit », et « L'intégrisme ne passera pas ». Pendant ce temps, les culs-bénis manifestaient non loin de là, contre le droit des femmes, d'Opéra à Denfert-Rochereau. Ils n'auraient, affirment les mauvaises langues, rencontré aucun obstacle de la part de la Préfecture. Il faut dire que la police française sait toujours se montrer courtoise avec leurs commandos... Peu importe.

Nous, il ne nous a pas été permis de partir en cortège vers l'Hotel-de-Ville, ça ne fut pas très grave, il commençait à pleuvoir. Aucune arrestation. C'était donc une belle action, pour une fois qu'on allait à l'église le dimanche. Et puis, il a fallu laisser la place, car, en effet, il y avait une belle file d'attente pour manifester devant Notre-Dame : les partisans de Gaillot attendaient poiment que nous ayons fini. Décidément le chiffre d'affaire des attrape-gogos... ♦

VINCENT (gr Ubu - Paris)

ROUEN

## « Avorter, c'est un droit... Avorter, c'est mon choix ! »

« Avorter, c'est un droit... Avorter, c'est mon choix ! ». C'est autour de ce slogan qu'une dizaine de militants, rejoints petit-à-petit par une vingtaine de passants, ont fait face, mardi 17 janvier à 18 h, place de la Cathédrale, à une cinquantaine d'individus rétrogrades et nauséabonds, hostiles à l'IVG. Parmi eux, on notait la présence de quelques têtes du Front national sur la région, entourées de bonnes et bons catholiques sexagénaires. Notre groupe, composé essentiellement de jeunes, s'est formé de façon spontanée, puisque l'information de cette manifestation anti-IVG et l'idée d'une contre-manif n'ont circulé que faiblement, chacun doutant de la véracité de ses sources.

Tout de même, nous fîmes de la fête. Echanges de slogans, d'injures et finesses orales et gestuelles de toutes sortes étaient de mise. Il s'ensuivit quelques bouculades et froissements de vêtements, puis les pancartes intégristes ont été déchirées et les exemplaires de leur tristement célèbre autocollant « Avorter, c'est tuer » décollés. Peu à peu, les excommunications et les blasphèmes ont laissés place à des débats (d'ailleurs, plutôt des dialogues de sourds). Finalement, vers 19 h, sous l'œil amusé et le pied agacé de la police et des RG, la manifestation s'est dispersée, laissant encore, ça et là, des débats pour ceux qui n'étaient pas encore écorchés.

Il paraît tout de même important de noter l'attitude « non-violente » des intégristes, visant à se faire passer auprès de la population pour des victimes, et les pro-IVG pour des assassins, d'une part, et d'autre part pour un troupeau bête et méchant. Rappelons, cependant, que ces individus qui nous ont traités d'assassins, sont en général pour la peine de mort et sont les mêmes que ceux au sein des cliniques, ayant une structure médicale apte à pratiquer l'IVG, insultent, battent et déstabilisent moralement des jeunes filles et un personnel soignant, qui se passeraient bien de ces outrages ou assassinent des médecins et infirmières, comme on l'a vu aux Etats-Unis.

Mais que ces gens-là sachent qu'à Rouen, comme ailleurs, nous ne leur laisserons pas le pavé, même celui de la cathédrale. Qu'on se le dise ! ♦

JÉRÔME A. (gr. de Rouen)





MONTPELLIER

# Référé d'expulsion, arrestations, emprisonnement : police et justice s'occupent à leur manière des SDF

Le 30 décembre 1994, plusieurs squatters du 139, avenue de Lodève à Montpellier (cf. ML 980), comparaissaient en référé, la Caisse régionale d'assurance maladie demandant leur expulsion du local qu'ils occupaient. Traités de faux SDF, d'individus fantômes, de touristes, les occupants du squatt qui avaient pu pénétrer dans le tribunal après tracasseries et fouilles policières ont apprécié l'humanisme de l'avocat du maire de Montpellier. Convoqué pour décider d'une éventuelle réquisition des locaux,

Frèche n'étant pas candidat à la Présidentielle, celle-ci n'aura pas lieu...

Au moment même où la mairie refuse un local au collectif « AC ! » (ne daignant même pas répondre à la demande d'autres associations), l'avocat affirmait avec mépris qu'il trouverait bien « quelques écus » pour reloger « Masse », association à l'origine de l'occupation. Le droit de se taire s'achèterait-il si facilement à ses yeux ?

En attendant la décision du référé, le 12 janvier, les SDF et

les associations continuaient d'affronter l'hiver. Pour l'eau, il a fallu faire des convois de bidons. Pour se chauffer et s'éclairer, se brancher sur l'école voisine.

Dans la nuit du 4 au 5 janvier, ce branchement aurait, selon la police, provoqué un incendie dans une salle de classe ; l'incident tombe à pic. Sur les quatre personnes interpellées (toutes de « cultures différentes », comme l'a si joliment dit un flic pour justifier son choix), suite à des interrogatoires vigoureux, un squatter avoue et est mis en garde à vue pour vol d'électricité et incendie volontaire.

Voler de l'électricité (qu'EDF brade à l'étranger et aux industriels), quand on n'a ni eau, ni lumière, ni chauffage, n'est pas un délit : le crime est commis par les responsables de la situation de millions de personnes acculées à la misère. Et ces responsables, politiciens et capitalistes, sont les mêmes qui font dans l'humanitaire devant les caméras. Ils ont leurs pauvres, qui disent merci. Les autres, ceux qui prennent sans demander, ceux qui revendiquent, ceux qui refusent de se contenter d'un os à ronger et rigolent de l'hypocrisie nauséabonde du système, ceux

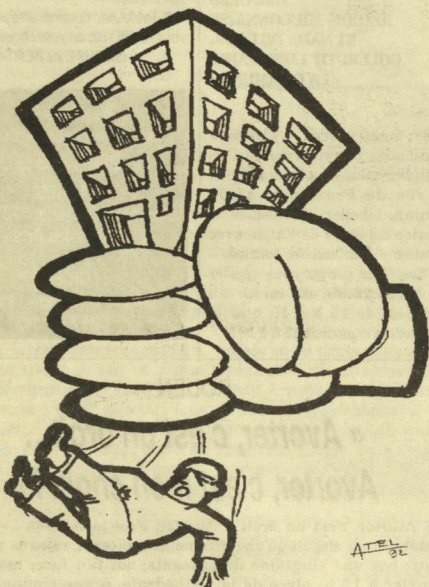
qui tournent le dos à ces bienfaiteurs-exploiteurs... font tomber les masques et ont droit au vrai visage du pouvoir : la répression.

Le tribunal des référés a rendu, le 12 janvier, sa décision. Il n'y aura pas d'expulsion immédiate. La CRAM a perdu une bataille, mais un compagnon était encore en taule au 12. La balle était au centre, mais on ne joue plus, car les dés sont pipés. ♦

BOB

(LIAISON FA DE LUNEL)

N.B. : la FA de Montpellier tient une permanence au squatt de l'ex-CRAM, 139, avenue de Lodève, chaque lundi de 19 h à 20 h.



## A LA PETITE SEMAINE

### A la santé de « Libé » !

L'ineffable Serge July, Petit Timonier de l'ex-Quotidien du peuple à la française, a piqué récemment une grosse colère éditoriale parce qu'un écho du Figaro laissait entendre que Libération connaîtrait des difficultés.

Bien sûr, l'ex-garde rouge au petit pied et son journal se sont depuis longtemps assagis. Les ennemis d'hier ne sont plus ces « vipères lubriques » et autres « chacals » promis aux pires supplices dans la littérature et les communiqués maoïstes des grandes années. Nous sommes désormais entre confrères, qui se prient mutuellement parfois de surveiller leurs débordements.

Libé se porte donc très bien ! Qu'on se le dise ! D'ailleurs, une bonne centaine de salariés ne vont pas tarder à subir les effets de cette éclatante santé en se retrouvant sans boulot pour cause d'économies nécessaires au bon équilibre du bilan comptable du journal.

Dans le langage « libéral-libertaire » (sic) du quotidien, c'est-à-dire ce charabia techno-bureaucratique-frimeur envahissant, on appelle cela un « allègement des coûts de structure ». En être victime, ça vous a tout de même une autre gueule qu'une mise à la porte ou un vulgaire licenciement... ♦

FLORÉAL

## BILLET D'HUMEUR (NOIRE)

### L'UEC a des idées !

Cela faisait longtemps que l'Union des étudiants communistes (UEC) n'avait pas pris la peine de venir dans le hall de la Faculté de Lille III pour nous révéler les enseignements des saintes écritures du camarade Karl Marx.

Il va sans dire que cela ne nous manquait pas le moins du monde !

Mais voilà, au printemps, les fleurs éclatent, les oiseaux chantent... En période électorale, les tables de presse se multiplient et les politiciens aboient leurs inepties.

Entre deux panégyriques à Robert Hue, notre chère avant-garde éclairée nous soumet une idée révolutionnaire : prélever 70 milliards de francs sur le budget de la défense pour financer l'éducation nationale.

Il n'y a pas à dire, ils cogitent à l'UEC !

Mais au fait, pourquoi se contenter de 70 milliards ? N'est-ce pas plus de 610 milliards de francs qui vont être consacrés, sacrifiés, à l'armée pendant les cinq prochaines années ?

Suis-je naïf ?... J'oubliais que les communistes ne sont pas anti-militaristes !

Bien sûr, une armée (rouge, évidemment), c'est tellement pratique pour mater les révoltes contre la dictature, tut-elle du prolétariat !

CHRISTOPHE (gr. Humeurs Noires - Lille)

Pour le Monde libertaire, un soutien efficace : l'abonnement !

Pour Radio Libertaire : l'achat de la carte d'auditeur (100 F, chèque à l'ordre de DMC)

## Associations

### ÉVRY : PERMANENCE CÉNÉTISTE

Chaque deuxième mardi du mois, à 20 h 30, les syndicats Intercorporatif et de l'Education de la CNT-AIT de l'Essonne vous accueillent lors de leur permanence à la MJC d'Évry, place du Général-de-Gaulle.

### IVRY : CONCERT DE SOUTIEN A RÉFLEXES ET A L'INFO-SHOP LE « KIOSQUE »

Un concert de soutien à la revue *Réflexes* et à l'info-shop politique et alternatif « Le Kiosque » (bientôt ouvert vers Nation, qui diffusera des livres, infos, revues, zines, disques...) est organisé le samedi 11 février, à 18 h, au Tremplin, 3, rue Raspail (métro Mairie-d'Ivry), à Ivry. Entrée : 35 F.

Ce concert est animé par Kochise et Tears of a Doll. Pour en savoir plus, se renseigner auprès du Centre autonome du rock (répondeur concert), au 46.57.80.77.

La salle de concert, située derrière la mairie, est une salle non fumeurs (la cour et le hall sont destinés à ceux-ci).

### MONTREUIL : MEETING ANAR-CORE

Angr, Kochise et Toxic Grafity organisent un meeting anar-core, avec l'intervention de Health Hazard (de Bradford - Grande-Bretagne), le dimanche 12 février. Ouverture, avec tables de presse et infos à 18 h. Concert à 19 h 30. Repas végétarien à 21 h. Bar associatif de Montreuil, le Vendémiaire, 33-35, rue François-Arago (M° Robespierre), 93100 Montreuil.

### PARIS : CONFÉRENCE DE L'UNION DES ANARCHISTES (RAPPEL)

Réunion-débat mensuelle sur le thème : « Assez de pub ! » (avec Yvon Gradis), organisée par l'Union des anarchistes, le lundi 13 février, à 19 h 30, salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

### CLICHY : « LA BONNE DESCENTE » FERME SES PORTES

Le lieu-dit « La Bonne descente », bar-vidéo, centre de documentation, espace de complots, ferme ses portes... du moins à Clichy. Le caractère excentré du lieu (hormis pour les Clichois) a entraîné son sous-emploi : il ne fonctionnait qu'une ou deux fois par semaine, trop peu de gens désiraient s'y investir au point de participer au loyer, d'où un état de faillite endémique dont nous ne sommes jamais sortis. Nous avons donc décidé d'arrêter les frais. Mais pas le projet d'un lieu où se rencontreraient les énergies, les rêves et les réflexions des ennemis du vieux monde. Un groupe se maintient pour porter ce projet, et des possibilités d'une réimplantation en plein cœur du Paris populaire se dessinent déjà. Ce nouveau départ permettrait sûrement un fonctionnement plus fréquent et plus continu. « La Bonne descente » *intra muros* serait un lieu où l'on peut passer n'importe quel soir avec l'assurance de pouvoir trouver des débats, des lectures et faire des rencontres dans la chaude atmosphère des réfractaires à l'ordre social. Si le projet vous tente, si vous voulez en savoir davantage, si vous connaissez des locaux grands et pas chers, contactez-nous : Projet LBD, 82, rue des Rigoles, 75020 Paris.



DROIT DES FEMMES A L'AVORTEMENT

Vingt ans, ça se fête !

Le samedi 28 janvier, entre la rue du Dragon et la fête pour les vingt ans de la loi relative à l'avortement en France, nombreux ont su faire le lien entre la lutte contre l'exclusion et pour la dignité des individus : le droit de maîtriser sa fécondité ne participe-t-il pas à la liberté des femmes et des hommes ?

Devant une salle archi pleine, celle de l'Auditorium des Halles, ont alterné les prises de parole, les messages, les chansons et la musique. La mobilisation pour le droit à l'avortement et à la contraception a été rappelée abondamment par des militantes du MLF, du MLAC, du Manifeste des 331 médecins, du Manifeste des 343 « salopes ». Celle d'aujourd'hui, organisée par la CADAC (1), a été aussi évoquée, en insistant sur ce que la lutte a permis de gagner et sur l'enjeu politique que représente le droit à l'avortement dans un contexte de montée du péril de

l'ordre moral et d'un renforcement des intégrismes.

Des interventions de qualité (2), des artistes (3) apportant leur soutien par d'excellentes prestations : le droit à l'avortement méritait bien cela. Dommage que le temps réservé au rock, donc aux jeunes, fut si court. Parions que ceux et celles qui scandaient « A bas la calotte, vive les capotes gratuites » assureront la relève militante, car le droit de choisir, acquis par la lutte, encadré par une loi restrictive, nécessite une mobilisation d'ampleur pour être conservé et élargi.

Prochain rendez-vous sur le plan parisien, pour continuer la lutte, à l'occasion d'une réunion unitaire le 9 février, à 19 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne. ♦

HÉLÈNE HERNANDEZ  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

LANCER DE NAIN  
au GRAND PALAIS...



Pour la troisième année consécutive, le collectif « Art et Anarchie » organise un festival du même nom. Qui sommes-nous ? Des gens qui croient en d'autres pratiques (d'entraide, libres, anti-autoritaires) que celles que cherchent à nous vendre les voleurs de droite et de gauche contre notre voix au fond d'une boîte noire, la boîte à voter sur laquelle nous n'avons aucun contrôle, même dans le cas des accidents graves qui ne manqueront pas d'arriver encore, avec de tels pilotes aux commandes.

Des gens qui revendiquent l'égalité sociale, politique et économique de tous, sans distinction, et luttent pour une organisation sociale fondée sur le respect de la liberté de chacun et la responsabilité de tous.

Des gens qui veulent gérer leur vie eux-mêmes (et l'art est la vie).

Des anarchistes quoi ! Tout ça sans subvention ni publicité. Ça change des « affaires »... pas vrai ?! Nous ne demandons pas d'argent aux institutions autoritaires ni aux entreprises capitalistes. Remarquez, elles ne nous en ont pas proposé.

102 milliards de francs, c'est la somme allouée aux investissements militaires dans le budget 95 de l'Etat français. 13,4 milliards (0,91% du budget total) pour la culture. Chouette pays, non ? Et ce n'est le pignouf qui surgira de la

boîte à voter qui va nous changer ça, quelle que soit sa couleur.

Aussi n'attendons-nous pas le résultat des élections pour faire vivre une troisième fois le festival « Art et Anarchie », sans subvention ni publicité, mais sur le mode et par la volonté libertaires.

Car l'art devrait être l'expression libre, la plus vraie, la moins conventionnelle, stéréotypée et normalisée de l'individu. Il peut être l'expression d'une révolte comme d'une affirmation ou encore d'un bien-être.

Et toujours aux antipodes de toute idée d'obéissance ou de commerce. Ainsi défini, l'art se confond avec l'anarchie.

Les anarchistes se sont toujours battus contre toutes les formes d'oppression qu'elles soient morales, politiques, économiques ou autres. Les artistes libertaires occupent une place de choix dans cette lutte de longue haleine. Cette militance revêt aujourd'hui, plus que jamais peut-être, une urgence extrême.

Par leur mode de création, leurs œuvres, leurs opinions, ils essaient sans cesse de prouver à toutes et à tous que notre liberté est la condition sine qua non du développement de notre imagination. Ils

s'insurgent contre les institutions étouffantes et agissent chaque jour, bouleversant mœurs et tabous. Qu'importent les moralisateurs et les censeurs de tout poil, l'art demeure et se bat pour que vive la liberté de créer.

Ces libertaires n'ont pas la vie facile, pas un jour ne passe sans que l'un rencontre des problèmes financiers (pour organiser une expo, éditer écrits et musiques...), l'autre rencontre des difficultés économiques (qui peut vivre de ses œuvres ? On est logé au Panthéon les pieds devant, seulement), un autre rencontre encore des embrouilles judiciaires (atteinte aux bonnes mœurs !).

L'art libertaire ne veut pas perdre son intégrité au contact des gros (et vilains) organismes de production, distribution, animation... qui le lui rendent bien, et c'est tant mieux. D'autres formes d'association existent, dont l'objet n'est pas de sacrifier la création au profit du rentable.

C'est au nom de cette liberté que le festival « Art et Anarchie » accueille celles et ceux qui se reconnaîtront dans nos belles déclarations d'indépendance. ♦

LA PUCE  
(gr. Humeurs Noires de Lille,  
pour le collectif « Art et Anarchie »)

N.B. : groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 16 du journal *La Mistoufle*, du groupe FA de Dijon, est encore disponible contre un timbre à 2,80 F. Par ailleurs, le n° 17 va prochainement être publié. Commandez-le dès maintenant, en écrivant à *La Mistoufle*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PRESSE

Le n° 19 d'*Encre noire* vient de paraître. C'est un journal réalisé par le groupe Caussimon de Nancy, la liaison de la Haute-Marne et des sympathisants. Le numéro est disponible contre trois timbres à 2,80 F, en écrivant au *CRES*, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

PRESSE

Le n° 1 de *Libert'ère* (journal du groupe Léo-Ferré de la FA du Tarn) est paru. Sommaire : un dossier « Ecologie ». Prix : 5 F (+ 1,40 F de frais de port). Abonnement : 25 F (port gratuit). Abonnement de soutien : + de 25 F (ce que vous voulez). *Libert'ère c/o CROS*, BP 06, 81190 Puybegon.

QUATRE PAGES SUR L'ÉDUCATION LIBERTAIRE

Le groupe Milly-Witkop diffuse un « quatre pages » sur l'éducation libertaire. Disponible contre un timbre à 2,80 F au « Lokal », 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

NPS DIFFUSION

Le groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin diffuse un certain nombre de brochures, revues, BD, cassettes, CD à des prix modiques (de 5 à 90 F). Un catalogue est disponible (contre un timbre à 2,80 F) auprès de *Ne Plus Subir*, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex.

BANGLADESH

Solidarité internationale  
la Fédération nationale des travailleurs  
du textile

Nous reproduisons ci-dessous des informations qui nous viennent de la Fédération nationale des travailleurs du textile du Bangladesh. Ces camarades (qui défilent sous les plis du drapeau noir) ont entamé depuis fin 1994 une campagne pour la conquête de gains aussi divers que l'obtention de l'augmentation des salaires (décrétée par le gouvernement et ignorée par les patrons), la garantie des risques de santé et des accidents de travail, la médecine du travail, des congés maternité et des horaires aménagés pour les ouvrières, des congés et annuels, le paiement du salaire mensuel à date fixe et au plus tard le septième jour du mois suivant, la réglementation et le paiement

des heures supplémentaires, des facilités de circulation pour les travailleurs.

A l'heure où les patrons du textile, ici, se payent (avec l'argent des ouvriers de la branche) de grands placards publicitaires dans la presse à grand tirage pour pleurer complaisamment sur la condition des « pauvres ouvriers » d'Asie, et ce afin d'obtenir des protections légales de leurs marques et de leurs profits, il nous a semblé préférable d'écouter et de soutenir les exploités en question. ♦

RELATIONS INTERNATIONALES DE LA FA

Communiqué de la Fédération nationale des travailleurs du textile du Bangladesh (NGWF) : « La NGWF mène le mouvement des travailleurs du secteur depuis le début. Notre fédération a été impliquée dans tous les mouvements importants depuis 1984, dont plusieurs grèves. En 1993, la fédération a organisé pour le 1<sup>er</sup> Mai un jour de congés payés. Ce genre d'action fut également un succès en 1994. Nous avons aussi mis en place un nouveau festival des primes, tôt dans l'année 1994. Enfin, en 1993, la fédération a mené onze mouvements victorieux au niveau

d'entreprises comme les textiles Flint, Susan, Denim, Baron, Ashraf, Reoint, Rang Fashion et Barlington.

En vue du succès de la campagne, la fédération recherche le soutien et la solidarité de tous les syndicats progressistes et démocratiques, des organisations du travail, de femmes et des individus. Pour tout type de soutien, information ou développement, écrivez à : *Amirul Haque Amin, General Secretary, National Garment Workers Federation, 22/A, Topkhana Road, Dhaka 1000, Bangladesh.* ♦



# Quand tous les pauvres s'y mettront !

Bruxelles, ma belle, un ciel bas à s'y entortiller ; la Grand'Place décorée comme un général soviétique ; la porte de Namur à la limite de l'infarctus ; la chaussée d'Ixelles qui promène sa panse gonflée de bière au rythme gouailleux des dernières courses de réveillon ; la tiédeur moite d'une Belgique qui ne court même plus après son passé tant son présent est sans avenir ; des gens merveilleux de cette chaleur épaisse qui vrille l'âme de tous les sans-soleil ; une bruine persistante, moite et mouillante qui te colle à la peau, aux tatanes et au cœur... c'est peu dire que cette fin de décembre 1994 fleurait bon l'image d'Epinal. Plus moules et frites que ça, une fois, tu meurs !

**B**RUXELLES, le 30 décembre 1994, un après-midi comme cent mille autres : la drache (la bruine) qui s'insinue partout, la fatigue lourde d'une énième après-mangeaille abreuvée jusqu'à plus soif, les pieds bien au chaud, rue Van Haa — chez l'ami Babar d'Alternative libertaire — et les yeux dans la bière de nos rêves communs, le ventre qui s'étire d'aise dans le confort de festivités vacancières entre-coupées de quelques conférences chaleureuses sur l'école libertaire Bonaventure d'Oléron, un coup de sonnette, l'arrivée de Daniel Tielemans (du Centre libertaire) et d'un camarade SDF, venus nous parler de la lutte qu'ils mènent avec quelques sans-logis... et très vite les choses basculent.

Un regard (ah, ce regard qui est celui de tous ceux qui ont décidé de ne plus vivre à genoux), des mains qui battent l'air comme pour pétrir l'espoir, des poings qui se serrent de révolte, une voix douce mais bétonnée de détermination, un ton toujours digne, une attitude, une atmosphère... tout cela et bien d'autres choses encore qui te chavirent l'être profond de n'importe quel être humain.

Une demi-heure, une heure à parler, et rendez-vous est pris pour le lendemain.

Je précise. Je ne suis qu'un Français moyen, en vacances. Je ne suis pas journaliste. Tout juste, comme militant anarchiste, puis-

Tu meurs ou tu t'y fais ou comme moi tu ne t'en lasse pas, tant il est vrai que Bruxelles et la Belgique savent, comme nulle part ailleurs, conjuguer mélancolie et pétulance, grisaille et lumières tamisées, tristesse et bonhomie débridée, chaleur humaine et...

Et, justement, parlons-en de ce mi-théâtre d'ombres mi-opéra d'quat'sous où déambulent des charretées chaque jour plus fournies de jeux et autres voyageurs sans bagages de cette misère sans abri ni domicile fixe qui gangrène le Vieux Continent jusqu'à la nausée !

Parlons-en, car on n'en parlera jamais assez !

je, à ma manière, me faire l'écho dans quelques journaux anarchistes de ce combat. C'est OK !

## « Rien d'autre que cette tente en pleine ville par 0°... »

Bruxelles, le 31 décembre 1994, commune d'Auderghem, 16 h. Anne-Marie, Daniel et moi-même arrivons au lieu de rendez-vous. Une tente. Une tente en pleine ville. Devant le Centre public d'aide sociale (CPAS). Sur cette tente, une inscription. Une simple inscription : SDF. Rien d'autre ! Rien d'autre que cette tente en pleine ville par 0°. Sinistre ! Nous entrons dans la tente. Il ne fait pas vraiment froid, mais il ne fait pas vraiment chaud.

Un chauffage à gaz Butane exhale péniblement un semblant de tiédeur et force gaz brûlés. Une dizaine de lits de camp s'entremêlent. Une demi-douzaine de personnes sont là. Bonjour, bonjour ! Vous voulez un café ? Un thé ? Le froid, le décor... s'estompent ! Je me présente. Je précise que je ne suis pas journaliste. Tout juste pousse-mots et va-d'la-phrase dans quelques feuilles de chou anars. Et que je m'engage qu'à essayer de retranscrire la vérité ! Ça a l'air de bien passer. Anne-Marie prend un café. Daniel un morceau de pizza. Et moi j'attaque bille en tête. Dites-moi tout. Quand ça a commencé, pourquoi, comment, avec qui, dans quel but, jusqu'où... ? Alain Siennaert me répond. La quarantaine. Le cheveu court en façade. Mi-long côté jardin. Un regard grisbleu qui ne sourcille pas. Dense. Dur. Déterminé. Et pourtant, une voix douce, un ton monocorde, une intonation lourde de rage contenue et de volonté lucide et implacable, du béton habillé de roses, des fleurs maquillées d'épines, dur de dur dans un gant de velours... le genre qui sait ce qu'il veut, et que le premier bourgmestre venu ou le

cogite, car, en Belgique, il y a quelque chose comme 150 000 SDF, encore plus de gens « mal logés »... et des kilomètres de logements vides. Et donc, on décide de camper devant les CPAS des dix-neuf communes de Bruxelles. A raison d'une commune par semaine. Et d'avancer un certain nombre de revendications : la possibilité de toucher le Minimex avant d'avoir un logement ; la réquisition des logements vides ; le droit à la santé ordinaire ; la mise à la disposition des petits revenus (chômeurs, pensionnés, précaires...) d'appartements sociaux. La possibilité pour les associations d'aide aux SDF, aux mal-logés... d'ester en justice à propos de tout problème de mauvais logement ou de non logement... Toutes ces revendications figurent dans un dossier qui aura été déposé devant le ministre des Affaires sociales fédérales, le 11 janvier 1995.

## «...en Belgique, il y a quelque chose comme 150 000 SDF... »

Est-il besoin de le préciser, nos camarades SDF ne croient pas au Père Noël, et leur dossier, ils vont le lester du plomb de l'action directe. Avec force occupations de logements vides à la clef. Car, comme en France, les lois permettant la réquisition des logements vides existent. Ici, il s'agit notamment de la loi Onckelinx. Mais, comme en France, ces lois ne sont pas appliquées. Et comme en France, elles ne seront appliquées que quand les pauvres s'y mettront, comme on disait du temps de la Commune de Paris.

Pour l'heure, et en attendant le 11 janvier 1995, qui va marquer le départ de la phase « active » du

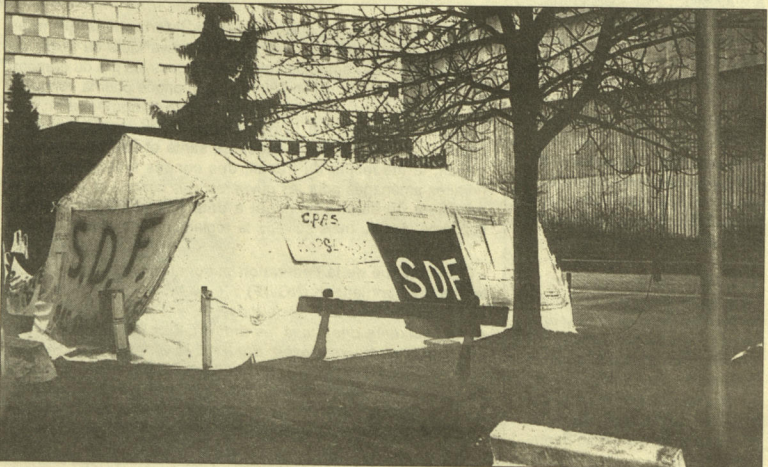
mouvement, les camarades campent et popularisent leur lutte du mieux qu'ils peuvent. Le 1<sup>er</sup> janvier 1995, ils ont fait une manif à la gare du Midi. Ils étaient une cinquantaine. Le sénateur écolo Germain Dufour était là. Pieds nus. Avec eux. Comme nous aurions dû être là. Main dans la main, avec les crève-la-faim et les jetés-à-la-rue du capitalisme de cette fin de siècle. Pour se battre contre l'intolérable. Et se battre debout. Les yeux dans les yeux de la dignité. En refusant l'aumône caritative et les pièges à cons du genre *Macadam*. En chassant les galoches de l'action directe. Et en essayant de chasser les bottes de sept lieux d'une internationalisation de leur lutte...

Bruxelles, ma belle, un samedi de drache bien ordinaire ; une tente plateée devant le CPAS d'Auderghem comme un perce-neige sur le grand manteau blanc de l'hiver ; une demi-douzaine de camarades qui ne doutent de rien pour ne pas douter d'eux-mêmes ; la caillie qui te gèle les miches ; la chaleur fantastique de la lutte et de la solidarité ; un café brûlant d'amitié et de révolte... c'est p'têt pas encore la révolution, mais c'est peu dire que ça commence à branler dans l'manche, et c'est tout aussi peu dire que ça devrait avoir tout pour nous plaire. Ou alors... ! ♦

JEAN-MARC RAYNAUD  
(Bruxelles, le 2 janvier 1995)

N.B. : pour tout contact, écrivez à :  
— Alain Siennaert, Les Compagnons du Partage, 42, rue Jules-de-Becker, 1080 Bruxelles. Tél. : 02/411.22.86 ;  
— Daniel Tielemans c/o Alternative libertaire, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.

Devant le CPAS, rien d'autre que cette tente... Photo J.-M. Raynaud.



Librairie  
du Monde Libertaire  
(145, rue Amelot, 75011  
M° Oberkampf)  
jusqu'au 4 février  
EXPOSITION  
DE PHOTOS  
SUR L'EXCLUSION



RETOUR SUR LE SUICIDE DE GUY DEBORD

## Décidément, pour ne s'être finalement pas supporté lui-même il n'aura quand même pas tout supporté !

**D**EUX PAGES dans le torchon *Libération* ; une page — et qui plus est à la « une » — dans la Bible de la bourgeoisie bien pensante, alias le journal *le Monde* ; un quart de page dans cette pauvre misère qu'est le quotidien *Sud-Ouest*... la pègre médiatic-toc qui est à la société du spectacle ce que la Gestapo était aux camps de concentration ne s'est pas privée de donner le coup de pied de l'âne au Pape du situationnisme.

Pour un peu, on aurait pu croire que tous ces croque-morts enterraient un confrère. Et que j'te raconte le parcours du génial écrivain, artiste et penseur... Et que j'te caresse le situationnisme dans le sens du poil. Et que j'te verse des larmes de crocodile sur la solitude de ce grand contestataire de fond... Plus crapuleux que ça, tu meurs !

Plus crapuleux, plus crapuleux, voire ! Oh, certes Guy Debord ne s'est pas privé de cracher sur la bourgeoisie, le capitalisme et sa valetaille. Il s'est même permis l'outrecuidance d'écrire sur tout ça et sur le monde des propos de feu et de cendre, dont se sont emparés comme autant de carreaux d'arbalète tout ce que la révolte a compté de gueux et de troubadours.

Avant 68, en effet, comme après, et peu ou prou malgré lui, Guy Debord a « servi » de maître à penser à plusieurs générations d'enragés qui ont passé le Vieux Monde à la moulinette d'une critique acerbe.

Debord, Vaneigem (surtout), l'Internationale situationniste, son mythe et ses sous-réalités, des analyses pétaradantes, un verbe haut, un ton ampolné de causticité, des colts rutilants d'insultes, le mépris constamment à fleur de cœur... c'était même à une certaine (aujourd'hui largement incertaine) époque le passage obligé de toute radicalité.

Bref, pour la bourgeoisie bouffie, comme pour la bourgeoisie peine-à-jour de la modernité, la bourgeoisie rouge de toutes les bureaucraties stalinienne ou les innombrables fournis rouges prolétariennes de la révolution made in avant-gardisme, activisme et masochisme... Debord et ses féaux étaient du genre emmerdeurs et Cie.

Quasiment des pros de la mise à sac de toutes les arnaques et de la mise à feu et à sang de toutes les illusions. De cela, il convient de se souvenir, car, rarement dans l'histoire, l'aventure d'une nouvelle jeunesse de la révolte aura été aussi éloignée de l'éternelle révolte de la jeunesse.

Mais, fi du grand bruit des mots, est-ce pour autant à dire que Guy Debord, les situs estampillés et leurs nombreux imitateurs et adorateurs rabâcheurs aient vraiment fait avancer le schmilblick ou même mordu le mollet du capitalisme, de l'Etat, de la société du spectacle ou de cette vieille vérole qu'est l'exploitation et la domination de l'homme par l'homme ?

Disons le tout net, il est largement permis d'en douter !

Passé encore sur les faits divers du genre un Debord faisant des procès devant la justice bourgeoise pour diffamation (sic) à des canards de merde ayant insinué qu'à propos de l'assassinat de Lebovici..., un Debord acceptant d'être publié par des mange-merde de Gallimard, Un Vaneigem ne daignant pas remettre en cause ses vacances en Italie quand les barricades de 68 brûlaient de mille feux, de pauvres crétins situationnistes tenant sur la drogue des propos pasquaiens... mais que penser de penseurs incapables de mettre leur vie en adéquation avec leurs idées et qui ont vécu, sinon comme des bourgeois, du moins comme de misérables petits-bourgeois, et d'une pensée incapable de construire ne serait-ce que l'esquisse d'un outil organisationnel ou d'une arme susceptible d'aider une démarche un tant soit peu collective et sociale à s'affirmer ?

A l'évidence, ces « gens-là » pensaient plus à se moquer du monde qu'à le détruire ou à le reconstruire.

Signe des temps, en ces temps où le signe est roi, c'est finalement par un suicide qu'un cadavre politique aura rejoint le royaume des ombres. Ça ne s'invente pas ! ♦

JEAN-MARC RAYNAUD  
(gr. Bakounine - île d'Oléron)

N.B. : groupe Bakounine, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

ENCYCLOPÉDIE

## Le « Dictionnaire Black » de Christiane Passevant et Larry Portis

Nationalismes meurtriers, racisme, idéologies sécuritaires, politiques réactionnaires... Et si on regardait du côté des cultures internationales, transnationales et multiethniques. C'est la démarche du *Dictionnaire Black* de Christiane Passevant et Larry Portis (1). Destiné à un grand public, ce livre de plus de 500 pages est un listing alphabétique (1 100 articles) des idées et des personnalités africaines, américaines-africaines et européennes-africaines.

Les artistes, les musiciens, les romanciers, les sportifs, les scientifiques, les cinéastes noirs, mais aussi des articles sur les musiques, les films, les mouvements sociaux ou les courants de pensée qui marquent la lutte passée et présente des Africains et des Américains-Africains. Les entrées sur le racisme, l'afrocentrisme, l'apartheid, l'esclavage, la négritude... ne laissent aucun doute sur l'engagement du texte même s'il s'adresse à un large public. « *Si de la peur de la différence et de la volonté de domination naît le racisme, de la rencontre historique des peuples différents de par leur couleur de peau et leur culture émergent les remises en question culturelles, les fusions artistiques et les brassages multi-ethniques dont dépend et dépendra l'étonnante vitalité intellectuelle et artistique humaine.* »

Loin d'être encore une exploitation de la culture noire à des fins strictement commerciales, l'ouvrage traite des « grandes figures des luttes pour la liberté » telles que Malcolm X, Frantz Fanon, Nelson Mandela ou Jomo Kenyatta, mais écarte les politiciens et les « hommes d'Etat ». Ouvertement engagé « à l'encontre de tout racisme », le *Dictionnaire Black* s'inscrit dans la tradition des encyclopédies critiques de par leur volonté de définir, de mettre en contexte les phénomènes socio-culturels et de remettre en question les amalgames et les idées reçues. ♦

(1) Christiane Passevant et Larry Portis, *Dictionnaire Black*, éditions Jacques Grancher, Paris, 1995. Préface de Manu Dibango. 527 pages. Prix : 185 F. En vente à la librairie du Monde Libéraire (chèque à l'ordre de Publico. Ajoutez 10% de frais de port).

Le « Dictionnaire Black »  
de Christiane Passevant et Larry Portis  
sur  
RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
le samedi 4 février - 12 h 30  
dans « Les Chroniques syndicales »  
et à la  
LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE  
lors du forum à partir de 16 h 30

PSYCHOLOGIE

## « La conception de l'éducation de Friedrich Liebling »

Gerda Fellay - Université de Neuchâtel

Gerda Fellay, *La conception de l'éducation de Friedrich Liebling (1893-1982)*, thèse de doctorat ès-Lettres, présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Neuchâtel. Directeur : M. Pierre Marc. 1994 (soutenue le 9 janvier 1995). Dactyl. 2 vol. 470 - 469 pp.

Friedrich Liebling, psychologue autrichien originaire de Galicie (actuellement en Ukraine), a étudié pendant sept ans avec le célèbre psychologue autrichien Alfred Adler, élève dissident de Freud. Il lui a emprunté certains concepts, mais a également été influencé par Max Stirner et surtout par le kropotkinien Pierre Ramus (pseudonyme de Rudolf Grossmann [1882-1942]), dont les œuvres

nombreuses attendent encore une traduction en français. « *Issu d'une génération qui a vécu les pires aberrations de l'humanité, Liebling a connu la misère matérielle, la guerre, la persécution du nazisme, la fuite, l'émigration, la perte de ses proches dans les camps de concentration. Mais il a connu également le pacifisme glorieux après la Première Guerre mondiale, la révolution sociale, la révolution russe, l'évolution de la psychologie des profondateurs, l'époque du socialisme politique de masse, les courants de la pensée libertaire, philosophique et scientifique du début de notre siècle. Liebling a été marqué par la recherche positive, avec tous ses espoirs de pouvoir changer la réalité sociale par les connaissances et la science.* » (1, 42).

Séjournant à Vienne en 1913, il s'engage comme volontaire dans la Première Guerre

mondiale, mais en reviendra comme pacifiste et militera contre le fascisme jusqu'en 1938. Exilé politique en Suisse, il fonde à Zurich un centre expérimental-clinique de psychologie des profondateurs qui attire des centaines de personnes. Il laisse près de 5 000 pages d'écrits divers.

Il faut se réjouir que, pour une fois, l'obstacle linguistique ait été franchi grâce à Mme Fellay, et souhaiter qu'elle pourra faire bénéficier le public francophone de son énorme travail de recherche. Ne serait-ce que parce que, comme Freud, Liebling a approfondi des sujets tabous pour la majorité des psychologues et des psychanalystes : les rapports du religieux et de l'inconscient, mais aussi la critique de l'obéissance. ♦

RONALD CREAUGH

Rééditions

VOLONTÉ ANARCHISTE  
« Réflexions  
sur l'anarchisme »  
Maurice Fayolle, V.A. n° 1  
25 F  
« Les anarchistes  
et les élections »  
V.A. n° 3  
25 F

(ajoutez 10% de frais de port  
pour toute commande)

En vente à la librairie  
du Monde Libéraire  
(chèque à l'ordre de Publico)

Elisabeth  
et Guimou de la Tronche  
2, 3 et 4 février - 22 h  
Théâtre de Dix Heures  
36, boulevard de Clichy  
(M<sup>o</sup> Pigalle) 75018 Paris.  
Tél. : 46.06.10.17.



# Ensemble, chômeurs et travailleurs pour l'abolition du chômage

La réunion nationale des collectifs, syndicats et associations constituant **AC ! agir ensemble contre le chômage**, qui s'est tenue les 14 et 15 janvier dernier, à Créteil, a confirmé l'orientation principale du mouvement, c'est-à-dire donner naissance à un mouvement social de masse qui inverserait les priorités économiques actuelles. Des actions précises ont été décidées pour le premier semestre de cette année.

**A** DE NOMBREUSES reprises, le débat a porté sur le caractère fédératif d'AC ! Est-il possible d'associer, de mettre en mouvement ensemble des groupes divers, quelquefois concurrents, mais dont les objectifs sont voisins ou complémentaires — et à cette condition se donner les moyens de faire reculer le patronat et le gouvernement sur leur politique économique et sociale ? Telle est la question que l'initiative d'AC ! pose à tout le mouvement social et

syndical ; c'est une vraie question, on en conviendra.

La récente réunion a montré que le mouvement ne retombe pas ; mais si 34 collectifs régionaux et 20 collectifs en région parisienne ont pu être répertoriés, dont le nombre en légère régression exprime plutôt des regroupements qu'un recul, seulement cinq organisations syndicales étaient présentes, au lieu de neuf en septembre. Cette situation est préoccupante dans la mesure où seul le

mouvement syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

J. TOUBLET

## RENDEZ-VOUS

### GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste et la CNT (CDESI) vous invitent à la projection du film *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, de Mark Achbar et Peter Wintonick (Canada), qui se déroulera au **CDESI, 102, rue d'Alembert**, le mercredi 8 février à 20 h et le jeudi 9 février à 18 h 30 (la séance du 9 février sera suivie d'une conférence-débat, animée par Ronald Creagh).

### LYON

Le groupe Durruti rejoint les groupes Kronstadt et Déjacque au sein de la FA. Pour contacter ce nouveau groupe, écrire à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon**. Tél. : 72.00.94.10. Tables de presse du groupe Durruti : chaque mercredi de 12 h à 13 h 30 sur le campus de Lyon II (Bron) face au restaurant universitaire et chaque jeudi de 12 h à 13 h sur le campus de Lyon I (Doua) dans le déambulateur de premier cycle.

### NÎMES

Pour joindre la liaison FA, écrivez à l'**AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes**.

### PARIS

« Un candidat anarchiste ? Vous n'y pensez pas ! Un programme anarchiste ? Certainement !... » tel sera le thème de la réunion-débat organisée le vendredi 10 février, à 20 h 30, par le groupe Louise-Michel. Cette réunion-débat se déroulera au local du groupe, situé au **10, rue Robert-Planquette (M<sup>e</sup> Abbesses ou Blanche), 75018 Paris**.

### POITIERS

Le groupe Berkman de la FA de Poitiers vous invite, le mardi 21 février à 20 h 30, **salle Jean-Pierre-Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul**, à une conférence intitulée : « Une école libertaire : de la théorie à la pratique » (l'école Bonaventure d'Oléron).

Le groupe Berkman vous informe qu'il tient désormais une permanence chaque mercredi, de 16 h à 19 h, **impasse des Communaux (rue Cornet)**. Outre une table de presse et des ouvrages neufs, vous pourrez consulter une bibliothèque axée sur le mouvement ouvrier, en général, et sur le mouvement libertaire, en particulier.

Pour tout contact : **ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux**.

### SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno tient deux tables de presse, l'une chaque vendredi dans le hall de la faculté de Lettres, de 12 h à 14 h, et l'autre chaque dimanche matin sur le marché aux puces, situé devant le stade Geoffroy-Guichard. Permanences : chaque premier et troisième mardis du mois, **salle 15 bis, Bourse du Travail de Saint-Etienne**.

ment syndical — dans la totalité de sa structure : des sections d'entreprise aux bureaux confédéraux, en passant par les fédérations et l'interprofessionnel — peut pénétrer les lieux de travail et y faire connaître les propositions d'action d'AC ! Là réside, en effet, un des éléments déterminants de la stratégie suivie par le rassemblement AC !, initier une collaboration de grande envergure entre les chômeurs, précaires, SDF et les travailleurs afin de faire converger leurs actions protestataires et revendicatives contre les vrais responsables de la crise, le patronat et le gouverne-

### Vers les entreprises

La commission de réflexion « entreprise » a proposé que les collectifs locaux commencent une recherche vers les usines et les sociétés de leur secteur, afin d'en dresser, avec les travailleurs et les syndicats concernés, des bilans sociaux d'un nouveau genre : combien de contrats emploi solidarité (CES), combien de contrats à durée déterminée (CDD), combien d'heures supplémentaires ? Puis, par des actions symboliques, des manifestations et des occupations, d'imposer

leur transformation en contrats à durée indéterminée, en postes de travail permanents. Des camarades ont suggéré que soient également mises en œuvre des *réquisitions* d'emplois, qui permettraient d'installer des chômeurs sur des postes de travail *réquisitionnés*, créés sur l'augmentation des cadences, de contraindre que des travailleurs de la sous-traitance soient embauchés par l'entreprise principale, que les intérimaires puissent trouver des emplois fixes là où on les fait travailler... Ces actions, bien sûr, devront être soigneusement préparées et expliquées.

Deviennent également être organisées des initiatives contre les licenciements et pour abolir la dégressivité des indemnités Assedic.

La plupart des intervenants insistèrent sur l'obligation de continuer à se faire connaître de l'opinion. A cet effet, il a été décidé de plusieurs actions démonstratives. Le 4 mars, à Paris, une manifestation pour appuyer la revendication de transport gratuit pour les chômeurs et les précaires sera organisée ; au commencement d'avril, une grande manifestation nationale pour promouvoir les diverses revendications du mouvement social, l'abolition du chômage, le droit au logement, le partage des richesses mais aussi, par exemple, l'abolition de la loi Pasqua sur l'émigration réunira l'ensemble des collectifs ; enfin, des marches régionales seront préparées pour aboutir dans les métropoles régionales et se joindre aux diverses démonstrations du 1<sup>er</sup> Mai.

### Le débat sur le projet de loi

Des difficultés sont apparues dans la discussion concernant le projet de loi-cadre sur la réduction du temps de travail. Les divergences ne portaient pas sur l'objectif lui-même mais sur le moyen proposé. Un projet de loi est-il

**SOUSCRIVEZ à hauteur de 400 000 F pour l'acquisition d'un local conjoint ML/RL (déjà 60 000 F en caisse, au 18 janvier 1995)**

### SOMMAIRE

Page 1 : Elections 95 : la fin d'un système (suite p. 2), Manifestation antifasciste à Toulon... (suite p. 3).  
Page 2 : Elections 95 : la fin d'un système (suite de la « une »).  
Page 3 : Manifestation antifasciste à Toulon... (suite de la « une »), Manifestations pro-IVG (Toulouse, Rouen, Paris).  
Page 4 : SDF de Montpellier, Associations, A la petite semaine : A la santé de *Libération*, Billet d'humeur : L'UEC a des idées !  
Page 5 : Vingt ans, ça se fête ! Troisième festival « Art et Anarchie » de Lille, Solidarité avec les travailleurs du Bangladesh, Parutions.

Page 6 : Belgique : Quand tous les pauvres s'y mettront !  
Page 7 : Guy Debord, Le *Dictionnaire Black*, La conception de l'éducation de F. Liebling.  
Page 8 : Ensemble, chômeurs et travailleurs pour l'abolition du chômage.  
Page 9 : C'est la société qu'il faut changer !, Agir au lieu d'élire ! (suite p. IV)  
Page 10 : La démocratie... Ce que veulent les anarchistes, Les caméras dans la ville.  
Page 11 : Le capitalisme, c'est le vol !  
Page 12 : Agir au lieu d'élire ! (suite de la « une »), Le CCL Benoît-Brouthoux.



# le monde libertaire

FÉVRIER 1995  
Supplément au N° 985

GRATUIT

**Pour supprimer la misère,  
l'exploitation, l'oppression...**

**C'EST LA SOCIÉTÉ**

**QU'IL FAUT CHANGER !**

**« Quand un électeur entre dans l'isoloir, ça me fait  
penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie »**

(Coluche)

LA CONSTITUTION de la V<sup>e</sup> République impose à l'ensemble des citoyens, en âge de voter, de « choisir » à la fin de chaque septennat le nouveau président, en sacrifiant au rituel électoral.

Il ne s'agit bien évidemment pas de désigner le meilleur des « camemberts » d'entre tous les fromages, même si au bout du compte l'heureux élu s'accaparerait pour son usage et celui des siens tout le fromage ! Non, il sera question, en mai, d'introniser pour sept ans le nouveau monarque. Celui qui du fond moelleux et accueillant des divans élyséens nous infantiliserait au point de parler en notre nom, toujours, en tous lieux et en tous points.

Il nous confisquera la parole au point de préfigurer ce que peut être le « père » de la nation, faute d'en être le « tonton »...

Le suffrage universel, rite qui consacre depuis deux siècles l'illusion du choix et du pouvoir démocratique alors qu'en réalité il entérine et pérenise le pouvoir des dominants a relayé dans l'Histoire le sacré de Carolus Magnus, au niveau de la symbolique.

L'homme qui s'autoproclame dans un premier temps — lorsqu'il n'est encore qu'un candidat — un présidentiable apte à gérer pour « notre bien » les affaires de la nation et qui s'engage à tenir d'une main ferme les rênes de l'Etat, l'homme qui, lorsqu'il est élu se préoccupe de défendre envers et contre tous la « Raison d'Etat » contre les velléités individuelles, les valeurs républicaines et libérales réunies et la sacro-sainte loi du capitalisme inégalitaire et barbare. Cet homme ne remplit d'autre rôle que celui de gardien des principes qui sanctifient la domination du pouvoir sur les citoyens, les dominés.

Les individus absents, cet homme n'a plus de raison d'être. Cet être disparu, les individus continuent d'exister et de vivre dans leur quotidien.

C'est là toute la différence entre une réalité — tangible, factuelle — et une simple fonction. Le président ne remplit qu'une fonction. La preuve de cela, c'est qu'entre de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand, les différences de personnalités, d'idéologies ou d'approches des problèmes n'ont modifié en rien le sens profond de cette fonction tout au long des trente-cinq dernières années.

L'essence monarchique, qui irrigue cette fonction, est passée des cimes gaulliennes à l'arbre du socialisme nivernais.

Aujourd'hui, les Balladur, Chirac, Hue et autres Jospin préfigurent assez bien cet état d'esprit.

Le premier ministre, homme de peu de parole, se propose de poursuivre à un niveau supérieur l'œuvre entreprise depuis deux ans. L'inaction érigée en principe de gouvernement la voilà la qualité essentielle de ce bourgeois bouffi de suffisance.

L'ancien, toujours aussi impatient, nous propose de faire la révolution pour les sans-logis, les exclus... la sociale quoi ! Lui qui a imposé des années durant, à la capitale, une politique d'urbanisme clinquant, bourgeoisie et d'exclusion à la fois.

Hue, l'inénarrable candidat de Colonel-Fabien se présente comme l'homme de la situation. L'homme sur lequel les travailleurs et les chômeurs peuvent compter. Tout autant que les immigrés de la ceinture rouge qui eurent à goûter, il y a quelques années, de son « humour » un tantinet franchouillard.

Jospin (ou tout autre prototype socialisant) se parera des plumes du paon élyséen et promettra de faire demain tout ce qu'il n'a pas voulu faire quatorze années durant.

En fait, l'absence, même prolongée du président, n'empêcherait nullement le pays de respirer, bien au contraire. Du reste, il en serait de même pour le gouvernement.

Cette supra-administration politique s'est arrogé des droits phénoménaux qu'elle a eu la géniale idée de camoufler sous les oripeaux du devoir et des charges. Ils sont devenus, aux yeux des citoyens conditionnés, des êtres nécessaires, incontournables, sans lesquels la machine ne pourrait plus tourner. La voilà, la forfaiture suprême ! Faire courber l'échine des exploités et des exclus en tout genre et ne leur proposer, comme seule « alternative », que le changement de personnel politique chargé de mettre en œuvre ces politiques d'exploitation et d'exclusion.

C'est à ça qu'il faut s'attaquer, si nous voulons que les choses changent réellement en profondeur.

Il faut s'atteler au démantèlement des structures de l'exploitation et de l'exclusion — l'Etat, la politique politicienne en sont des rouages essentiels — et ne plus se contenter de changer de maître.

La Boétie expliquait, il y a cinq siècles de cela, que la servitude volontaire se caractérise par l'absence de révolte. L'homme, trop souvent, non content d'être esclave entend le demeurer, et pour ce faire, se forge lui-même ses propres chaînes.

L'électoratisme, le geste honteux et caché de l'isoloir, le blanc-seing donné à l'élu, les voilés les maillons de la chaîne qui entrave les citoyens.

L'élection présidentielle ne doit pas être un moment fort pour nous qui considérons que c'est le système lui-même qui est à revoir et à changer en profondeur.

L'administration des choses, des situations, plutôt que le gouvernement des Hommes, c'est là la grande idée anarchiste, celle qui a traversé le siècle et qui s'impose à nous à l'aube du troisième millénaire. Elle seule peut nous permettre de sortir définitivement de l'ère de la barbarie pour rentrer de plain pied dans celle de l'humanité. ♦

EDWARD SARBONI  
(groupe Puig-Antich -  
Perpignan)

**Agir  
au lieu  
d'élire !**

Qui aura le luxueux privilège de loger à l'Elysée ? Ballarac, Childur, un guignol de gôche ? Ce jeu de chaises musicales est indécent et sans rapport avec la réalité. Des millions d'hommes et de femmes subissent une situation sociale inacceptable. Les candidats promettent tout et souvent plus. Que font-ils quand ils sont aux affaires ? Rien. Normal, le Président de la République n'a pas pour rôle de supprimer les inégalités sociales ou de développer les libertés, mais bien de gérer au mieux l'intérêt de ses employeurs : le Capital et l'Etat.

Pour changer notre vie, ce n'est pas de président qu'il faudrait changer mais de société. Agir au lieu d'élire ? D'accord, mais que mettons-nous derrière ce slogan ? En quoi les actions menées avec les anarchistes sont-elles différentes sur les objectifs et/ou sur les moyens ? C'est que nous vous proposons de découvrir au travers de ces témoignages.

**Pourquoi en tant qu'anarcho-syndicaliste refuses-tu de participer aux élections présidentielles ?**

HL : Tout d'abord, mon opposition à ce système ne concerne pas ces seules élections mais toutes les élections où il est demandé à un individu d'abandonner, sans contrôle et sans possibilité de révoquer à tout moment, une parcelle de son pouvoir, c'est-à-dire de son autonomie d'action ou de décision, à un mandaté ou à un groupe de mandatés. En d'autres termes, comme syndicaliste révolutionnaire, je me refuse à toute délégation de pouvoir, à délivrer un quelconque chèque en blanc à un individu sur lequel toute prise m'échappe après. Je prône pour ma part l'action directe, dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire que j'agis moi-même directement en me fédérant à d'autres.

**Quelles autres raisons invoques-tu ?**

HL : L'autre raison qui fait que je ne sacrifie pas à ce rituel est double. D'une part, dans et par syndicalismes, c'est au quotidien que j'agis (en participant, par exemple, à la « Chronique syndicale » sur Radio Libertaire, 89.4, en région parisienne), ou tente de le faire, sur la réalité et non pas tous les cinq ou sept ans lorsque nos maîtres nous y autorisent pour nous faire croire que nous avons voix au chapitre.

D'autre part, en tant que syndicaliste, je pense que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes sans recours ni au parti, ni à l'Etat et donc n'avons besoin ni de César, ni de Tribun. ♦

Interview  
RADIO LIBERTAIRE

(suite p. 4)

**NE LAISSONS PERSONNE PARLER,  
PENSER, AGIR À NOTRE PLACE.  
OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES.**



# La démocratie : une machine à broyer les luttes sociales

**S**IL Y A UN CONCEPT incontournable auquel chacun se réfère quelque soit le lieu ou le niveau d'organisation auquel il a à faire, c'est bien la démocratie.

Impossible de créer une association de quartier, un syndicat, un club de pétanque ou de tir à l'arc sans qu'à un moment ou à un autre l'expression ne soit employée pour définir le mode de prise de décision.

Impossible de concevoir l'organisation de la vie communale sans que le mot ne soit employé comme garantie de justice sociale.

Impossible pour un Etat d'être intégré dans le « concert des nations » sans ce label de qualité de respect des libertés individuelles qu'est la référence à la démocratie.

La « démocratie » est le concept politique sur lequel repose toute l'organisation sociale des pays dits occidentaux qui voudraient l'imposer aujourd'hui au reste du monde au nom d'une prétendue universalité civilisatrice.

Il faut tout de même s'interroger sur le contenu et la fonction de ce modèle politique puisqu'il est évident que sa pratique ici-même laisse pour le moins à désirer et n'apparaît, le plus souvent, que comme le moins pire des systèmes.

Peut-on s'en contenter et prétendre en faire un schéma universel... il est permis d'avoir de sérieux doutes.

Le principe démocratique repose sur l'idée que chaque individu peut et doit pouvoir donner son opinion sur la société dans laquelle il est inséré.

En fait, cette idée n'est pas propre au système démocratique, mais est présente dans de nombreuses tradi-

tions sociales, sur tous les continents, parce que d'une façon ou d'une autre les besoins et les opinions de chacun doivent être pris en compte dans la régulation des relations sociales, sous peine de voir exploser ou imposer la société concernée.

Le problème n'est donc pas d'affirmer un principe mais bien de savoir comment les structures organisationnelles et décisionnelles qui en découlent traduisent les opinions et besoins exprimés par chacun des associés.

Dans le modèle démocratique, tout le monde peut s'exprimer, c'est un fait. Mais ce modèle affirme simultanément qu'il faut des décideurs pour mettre de l'ordre dans la cacophonie des opinions émises, et ce pouvoir de décision (réservé à un personnel ayant fortement tendance à s'auto-reproduire) est légitimé par le vote des électeurs.

C'est simple et propre en soi, si on oublie que le choix des électeurs va être conditionné par de nombreux facteurs qui brouillent les cartes et les enjeux. En particulier, la place et la fonction de chacun d'entre nous dans la structure socio-économique. A-t-on réellement liberté de choix lorsque notre survie quotidienne dépend d'un réseau de relations économiques que nous ne maîtrisons pas ? A-t-on réellement liberté de choix lorsque toute notre éducation sociale brise l'initiative et la capacité critique individuelle ?

Au bout du compte, la démocratie est une machine à broyer et concasser les aspirations sociales de telle sorte que face à l'inutilité de nos efforts individuels et collectifs pour

améliorer les choses nous abandonnions notre vie entre les mains des classes dirigeantes.

Ce sont les révolutions françaises de 1789 et 1793 qui ont introduit la notion d'égalité politique sans que les relations économiques entre individus et entre groupes sociaux ne soient touchées.

Depuis, au fil des revendications et des discours électoraux, le droit de vote s'est étendu à toutes les couches de la population, en nous présentant chaque fois la chose comme une avancée sociale déterminante.

Il est même question, en ce moment, de faire passer ce droit de vote à 16 ans (pour les immigrés, on verra plus tard, puisque cette catégorie est par définition extérieure à la nation).

C'est le meilleur moyen que la bourgeoisie ait trouvé pour restreindre, contenir et limiter la notion d'égalité au seul champ politique sans que jamais il ne soit question d'étendre cette égalité au domaine de l'économique et du social.

La démocratie a été et est encore le meilleur garant idéologique à la pérennité d'une société de classes.

Il n'est donc pas étonnant que la société capitaliste qui est la nôtre promotionne l'idée de démocratie. Elle l'impose au niveau international en exigeant des élections démocratiques contrôlées en Afrique du Sud, en Algérie ou en Russie, par exemple. Elle la planifie ici-même, avec des projets de déconcentration des pouvoirs appelés pompeusement « régionalisation » ou « approfondis-

sement de la vie municipale », avec référendums locaux à la clé.

Parallèlement, elle essaie de réintroduire de vieilles notions idéalistes comme le partage, l'équité, la subsidiarité. Autant de mots creux, visant à donner un sens moral aux inégalités.

Sur ces enjeux-là, nos démocrates peuvent encore trouver du grain à moudre, mais comme dans le même temps toutes ces restructurations provoquent des bouleversements sociaux destructeurs de réseaux et de traditions, il n'est pas sûr que nous y trouvions notre compte.

La démocratisation de la société de classes a ses limites, et le nombre de ceux et celles que cela ne trompe plus augmente singulièrement.

La démocratie — autrement dit le concept d'égalité politique — a donné tout ce qu'elle avait à donner. Elle n'a plus rien à nous dire ou faire espérer. Par contre, l'extension de la notion d'égalité aux champs de l'économique et du social restent à conquérir. L'idée d'égalité économique ne peut que prendre du relief et de l'intérêt pour toute cette masse de gens subissant quotidiennement les effets d'un système à bout de souffle et aspirant à plus de justice dans leurs relations sociales.

Pour ce faire, nous serons amenés à contester radicalement la démocratie, et à lui substituer d'autres concepts de régulation sociale. Nous appellerons ce devenir « communisme libertaire » ou « anarchie ». Reste à lui faire prendre corps. ♦

**BERNARD**  
(gr. Déjacque - Lyon)

## Les caméras dans la ville

Toulouse, rue du Taur (entre Capitole et Saint-Sernin), le 10 décembre 1994. Ouverture d'une zone expérimentale de vidéo-surveillance.

Cent cinquante caméras sont disposées sur un tronçon de trente mètres de cette rue. Les installateurs s'activent. Big Brother, juché sur son trône, supervise l'opération. De chaque côté de la rue, des hôtesses proposent aux passants de voiler leurs yeux derrière un « anonymasque », rectangle de carton noir, adapté sur des montures de fortune. Un tract est distribué à la sortie, il s'agissait bien entendu d'une mise en scène.

L'association « Planète en danger », coutumière de ce genre d'interventions avait encore frappé. Parodiant la mise en application des décrets alors (et toujours) en discussion à l'Assemblée Nationale, elle cherchait avant tout à sensibiliser le public (les passants) aux questions que posent les contrôles et flicages en tout genre.

Au-delà même des spéculations relatives aux risques de dérives liés à l'utilisation de ce genre de moyens, par nos chers fonctionnaires des forces de l'ordre, par delà même une interrogation, certes légitime, sur les réelles motivations de Pasqua quant à ses lois, il s'agit en premier lieu de s'attaquer à la logique développée par le gouvernement.

On pourrait ajouter que tout ce déploiement technico-sécuritaire ne résout en rien, ni les faux-problèmes (circulation et délinquance en centre-ville), que l'Etat semble vouloir régler, ni les véritables qui sont à la racine de ceux-ci (notre organisation sociale), et dont il est en partie responsable. En dernière analyse donc, le remède proposé sera nécessairement pire, du fait de sa nature institutionnelle et répressive, que le mal lui-même. N'est-ce pas ainsi que l'Etat ressemble le plus à qu'il prétend combattre, quand il porte atteinte à notre liberté, à nos intérêts privés, alors qu'il affirme les défendre.

Reste une action bien menée et bien reçue, grâce à sa forme humoristique (dérision). Elle sera vraisemblablement renouvelée à court terme, grâce notamment à la participation d'étudiants de l'université du Mirail. ♦

**JÉRÉMIE**  
(groupe Albert-Camus)

# Ce que veulent les anarchistes ?

Les anarchistes sont partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Nous voulons construire une société libre sans classes ni Etats, sans patries ni frontières dont les buts sont les suivants :

- L'émancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables ;
- L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les «normaux» et les «déviant» ;
- La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans la Chine maoïste ou dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante ;
- La justice, qui découle de l'égalité, ces trois principes étant incompatibles avec l'existence d'institutions répressives tant judiciaires que policière ou militaires ;
- L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet

possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et les arts ;

- L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe, non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandat en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ;
- Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ;
- La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;
- L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel

les détenteurs des moyens de production et de consommation indémisissent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploités/exploiteurs ;

- Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions entre manuels et intellectuels ou entre éboueurs et «jeunes cadres dynamiques» ;
- L'écologie non seulement pour préserver notre environnement mais pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie ;
- La libre union des individus ou des populations selon leurs convenances ou leurs affinités ;
- La liberté d'expression, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou à travers tout autre média ; la liberté des uns s'arrêtant là où commence celle des autres ;
- La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle. ♦



# Le capitalisme, c'est le vol !

« LES FRANÇAIS, affirment avec aplomb les plunitifs aux ordres, ont choisi le chômage; dans la gestion de la crise, contiennent-ils docilement, les ouvriers, les cadres, les employés, en un mot les salariés, complices de leurs employeurs, ont préféré faire disparaître les postes de travail les moins qualifiés pour maintenir le niveau de rémunération de ceux qui conservent un emploi ! »

C'est péremptoire et, si on ose dire, sans bavure. Et la litanie continue : c'est le corporatisme des salariés qui empêche de créer des emplois nouveaux; ce sont les salaires et les charges, présentés comme exorbitants, qui obligent les «chefs d'entreprise» — les pauvres ! — à une recherche permanente d'accroissement de la productivité; et chaque innovation technique supprime encore des postes de travail.

C'est l'idée directrice de ceux qui prétendent que, pour faire reculer le chômage, il faut répartir le travail sur plus de personnes sans augmenter la somme totale des rémunérations.

## Quelques faits

Voyons d'abord les faits; et tout d'abord cette idée reçue qui affirme que pour combattre le chômage, il faut réduire les salaires. En 1993, la masse totale des rémunérations des salariés a baissé de 18 milliards de francs, ce qui n'a pas empêché le nombre de sans-travail d'augmenter... La cause immédiate du chômage, c'est la disparition des postes de travail : 500.000 emplois supprimés entre 1981 et 1986, qui s'ajoutent aux centaines de milliers déjà disparus au cours des années

soixante-dix; plus de 100.000 postes de travail ont encore été supprimés en 1990; 258.000 en 1992; 319.000 en 1993 — parce que des tâches techniques ou de bureau, assurées naguère par des personnes, s'effectuent maintenant à l'aide de machines ou de logiciels, ou bien encore parce que des postes de travail ont été déplacés ailleurs, là où les salariés sont payés presque rien.

La population active de la France s'élève à environ 24 millions de personnes avec une population salariée aux environs de 19 millions. Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE dépasse les 3 3 millions 400 000 — l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi n'a jamais cessé depuis 1970, malgré toutes les politiques dites de relance. Dans la tranche d'âge des seize - vingt-cinq ans, le pourcentage des sans-emploi atteint presque 30 pour 100. Presque 2 millions de personnes vivent de contrats à durée déterminée, de travail au noir, de petits boulots. Le chiffre des RMistes dépasse sans doute maintenant les 700.000. On ignore combien de personnes et de familles ont été chassées de leur logement, mais ce nombre s'accroît sans cesse.

C'est un problème qui touche toute la société humaine, avec plus ou moins d'intensité; au sein des pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Japon), il y avait 31 millions de chômeurs en 1981, ces derniers étaient 35 millions en 1993; dans les pays du tiers monde, on dénombre un nombre toujours plus grand de sous-alimentés, c'est-à-dire dont la ration alimentaire est insuffisante pour assurer la survie; ils sont environ

800 millions aujourd'hui, affirme l'ONU.

Ce serait une erreur grave, en revanche, de croire que cet appauvrissement est général. La dernière publication des organismes d'Etat qui analyse l'économie (INSEE, CSERC), publiée dans la grande presse au début janvier, révèle au contraire que les revenus des placements divers (actions, obligations, SICAV, livrets de caisse d'épargne, locations de logements...) ont augmenté, en moyenne et tous confondus, de 7% par an de fin décembre 1990 à fin décembre 1993, ce qui signifie qu'avec les intérêts cumulés un honnête rentier qui possède 100 francs de placement aura perçu 22,5 francs de revenus en trois ans. Et, s'il est actionnaire, il obtiendra presque 50 francs, la moitié du capital investi, puisque les dividendes des actions françaises ont, depuis trois années, un taux moyen de rentabilité qui frôle les 15% l'an ! Le même rapport nous apprend que, pour la même période, la masse totale des revenus salariaux a diminué. Ainsi d'ailleurs que la rémunération du travail non salarié, comme celui des professions libérales : avocats, médecins... Dans la répartition des richesses créées, mesurées en signes monétaires, la part du capital a encore augmenté dans les dernières années; elle s'est accrue aux dépens de la partie que le travail, même non salarié, tente de conserver, sans y parvenir — la pauvreté des uns fait la richesse des autres.

On peut citer quelques-uns des mécanismes de ce transfert de valeur en soulignant l'importance du loyer très

cher de l'argent et les cadeaux toujours plus nombreux que les gouvernements de la dernière décennie ont consenti aux entreprises. Un exemple : en 1982, la répartition des charges payées afin de financer les diverses dépenses publiques était de 77% pour l'employeur et de 23% pour les salariés; en 1992, la nouvelle répartition est de 69% pour le patron et de 31% pour la partie salariale, un gain net de 8% en faveur du patronat qui se retrouve dans la valeur accrue du dividende. Autre exemple, l'impôt sur les sociétés était, en 1985, de 50%; il est, en 1991, de 34%.

## Plus de pouvoir pour les riches

La « révolution libérale », initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, a porté ses fruits pour ceux dont elle défendait les intérêts. Les groupes dominants ont augmenté dans des proportions très importantes et leur richesse et leur pouvoir. Par effet inverse, ceux qui ne sont pas membres de ces groupes ont vu leur situation se précariser, leur niveau de vie et leur liberté se rétrécir.

Les discours sur le prétendu partage du travail n'est qu'un

mensonge idéologique élaboré par les intellectuels du patronat pour cacher cette situation et déplacer la responsabilité — s'il y a des chômeurs, ce serait de la faute de ceux qui travaillent. Et s'il n'y a pas plus d'embauches, ce serait parce qu'il y aurait encore trop de rigidités dans le Code du travail.

Seul un grand mouvement de protestation, de refus et d'actions pourra stopper puis inverser cette politique; ce sont les grèves et les manifestations qui permettront de regagner le terrain perdu, de réduire massivement la durée du travail, d'abolir le chômage et de partager les richesses. Rien d'autre ne le pourra ! ♦

J. TOUBLET  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

lemonde  
libertaire

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° .....(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## Nos derniers autocollants

à commander à PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris

SI LES ÉLECTIONS  
POUVAIENT  
CHANGER LA VIE,  
ELLES SERAIENT  
INTERDITES.

Fédération Anarchiste 145, rue Amelot, 75011 PARIS

14 autocollants anti-électorales viennent d'être édités par la FA.  
0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ frais de port : 3,50 F) •  
10 F les 50 (+ frais de port 8 F) • 20 F les 100 (+ frais de port : 16 F)  
PAS DE PANACHAGE POUR LES PAQUETS DE 50 ET 100 EXEMPLAIRES



# Agir au lieu d'élire !

(suite de la « une »)

## Blue, blanche ou rouge... à bas toutes les armées !

**ML :** Peux-tu nous parler de ton engagement antimilitariste ?

**Bertrand (groupe FA Humeurs Noires de Lille) :** En fait, je n'ai jamais aimé les Rambo ! Mais c'est grâce aux libertaires que j'ai pu préciser mon antimilitarisme. L'armée, autoritaire, machiste et assassine n'est que le visage caricatural de l'Etat. C'est pour cela qu'aucun candidat ne proposera sa suppression !

**ML :** L'antimilitarisme échappe donc au domaine électoral ?

**Bertrand :** Bien sûr. Dans ce domaine, plus qu'ailleurs encore, seule la lutte paye, notamment celle des réfractaires ou celle de Louis Lecoin qui fit reconnaître le droit à l'objection de conscience par une grève de la faim, en 1962.

**ML :** Et ton action ?

**Bertrand :** J'étais objecteur, l'an dernier. J'ai participé aux actions des objos (une grève considérée comme une désertion, entre autres...). J'apporte mon soutien aux insoumis, comme les objecteurs de la coordination « On arrête tout ! ».

**ML :** Que penser de la campagne électorale ?

**Bertrand :** Evidemment lamentable ! Chirac qui propose le service à six mois, comme Mitterrand en 1981 ! Le PC qui veut réaffecter 70 milliards au social pris sur le budget militaire (pourquoi seulement 70 ?). En fait, nous avons beaucoup d'autres choses à faire : soutenir les déserteurs russes et yougoslaves, les insoumis, reconstruire un mouvement antimilitariste mis à mal... Beaucoup d'autres choses à faire qu'élire ! ♦

## Contre les spéculateurs, gérons la ville nous-mêmes

A Nîmes, dans la semaine du 9 janvier, deux sans-logis sont agressés dans la rue où ils dorment, au milieu de la nuit. Alors que les autorités locales ne bougent pas, la mobilisation est de mise du côté des associations du quartier Richelieu. Décision est prise d'investir un logement vide, rue Vincent-Païta. L'objectif est double : abriter d'urgence les deux sans-logis et mettre en avant la revendication d'un logement pour l'ensemble des sans-abri.

C'est ainsi que le dimanche 15 janvier, le logement (en fait, deux !) est investi, une fois l'accès libéré et les locaux nettoyés, on accueille la presse, sans oublier la cinquantaine de personnes qui sont là, pour le soutien.

Les anarchistes étaient de la partie. Car même si nos points de vue divergent avec le collectif (notamment sur la notion de propriété privée), il est

certain que notre solidarité doit s'exercer pleinement à l'égard des victimes du système capitaliste et de la spéculation foncière. Ces luttes pour un logement décent pour tous doivent nous aider à exercer pleinement cette entraide que nous mettons en avant pour combattre la misère et la charité ; mais surtout doivent nous aider à mieux appréhender la réalité sociale et politique du logement. Car cette question nous renvoie tout naturellement au débat sur l'organisation des villes et à la répartition des richesses, et aux propositions des anarchistes en ce domaine. Et si « un toit, c'est un droit », alors faisons de nos communes un immense toit qui ne laisse plus jamais personne dehors. ♦

**DANIEL**  
(liaison FA de Nîmes)

## On vous l'a déjà dit : on veut choisir... Notre corps est à nous !

Vous êtes militantes de la FA, que signifie pour vous « agir au lieu d'élire » ?

**Pascal :** J'ai réalisé des avortements clandestins dans les années 45-50, et j'ai subi des peines de prison pour cela.

**Hélène :** Je suis militante sur mon lieu de travail et dans mon syndicat pour le droit des femmes à un travail intéressant, à des conditions de travail meilleures, à un salaire égal et pour la transformation de la société, afin que chacun et chacune soient libres et maîtrisent leur vie.

**Nelly :** Je réalise l'émission « Femmes Libres » sur Radio

Libertaire ; j'y invite des femmes du monde entier pour qu'elles expriment leurs révoltes et leurs luttes contre toutes les injustices : la guerre, le viol, les violences conjugales, au travail ou dans la rue, les inégalités.

**Claude :** Je participe aux collectifs de mon quartier, qui agissent contre le racisme, l'exclusion et pour la solidarité.

**Rosine :** J'établis des passerelles entre féminisme et anarchisme, pour insuffler plus d'anarchisme dans le féminisme et plus de féminisme dans l'anarchisme.

**Géraldine :** Je lutte contre l'utilisation de notre image et de notre corps par les médias et la publicité, qui voudraient nous traiter comme des objets.

**Rose :** J'agis contre le sexisme dans la société et les groupes sociaux, y compris militants, pour que soit nommée l'oppression spécifique des femmes par le patriarcat ; j'agis pour faire changer les rôles sociaux que ce système nous impose.

Pour nous toutes, c'est tout cela, mais aussi :

- Agir au lieu d'élire, c'est être responsable de notre vie dans tous ses aspects.

- Agir au lieu d'élire, c'est analyser que la vie privée (personnelle, affective, familiale, le « quotidien », quoi !) et la vie publique (le travail, le social, le politique, le culturel) sont régies par des lois capitalistes et patriarcales qui visent à nous opprimer, nous exploiter, nous aliéner toutes et tous.

- Agir au lieu d'élire, c'est lutter contre ce système : « Oui, papa, oui chéri, oui patron... y'en a marre !

- Agir au lieu d'élire, c'est mettre en œuvre l'éthique anarchiste qui veut que théorie et pratique, collectifs et individus soient pris en compte dans un mouvement de va-et-vient et dans un mouvement d'ensemble, sans hiérarchisation des luttes ni des problèmes à résoudre, mais au contraire en reliant tous les aspects entre eux. ♦

## Pas de curés, pas de patrons, pas d'armée... dans les écoles ! Le cas Bonaventure

L'école Bonaventure est née à la suite de l'investissement de compagnons anarchistes dans une crèche parentale de l'île d'Oléron.

Partant d'une critique du système scolaire, ainsi que du constat de l'échec des écoles alternatives à le modifier, un groupe de parents ont monté cette école libertaire qui a vu le jour en septembre 1993.

L'école capitaliste est une institution qui secrète l'échec scolaire. Certaines expériences pédagogiques ont tenté, au sein de l'école, de l'améliorer ou de l'aménager, sans pour autant réussir à la modifier. Du côté des expériences pédagogiques parallèles, si elles ont donné de bons résultats, en terme de pédagogies anti-autoritaires, elles ne se sont pas pour autant inscrites dans une opposition au système capitaliste.

Bonaventure s'inscrit, bien au contraire, dans cette perspective, en se rattachant aux expériences d'éducation libertaire menées par Paul Robin, par Sébastien Faure ou par Francisco Ferrer.

Constituée d'une classe unique de six enfants (de trois ans et demi à

neuf ans), Bonaventure scolarise les enfants dans un esprit anti-autoritaire (participation des enfants à la vie de l'école, autogestion, autonomie...).

La volonté de Bonaventure est de rechercher des convergences avec d'autres alternatives, économiques, sociales, politiques... De là son choix d'une propriété collective de l'école, de la gratuité, de l'égalité des salaires, de l'autogestion. Projet d'individus qui agissent et qui pensent qu'une alternative libertaire à l'école doit s'inscrire dans une alternative libertaire globale à la société capitaliste, Bonaventure se veut un élément parmi d'autres d'un mouvement social en action. ♦

**BONAVENTURE**  
(île d'Oléron)

**SI VOUS AVEZ TROUVÉ DE L'INTÉRÊT A LIRE CE « QUATRE PAGES », DIFFUSEZ-LE**

10 exemplaires : 10 F  
25 exemplaires : 20 F  
50 exemplaires : 32 F (port payé).

**A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de PUBLICO.**

## Lille

# Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux

Créé en 1987 à l'initiative de la FA, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65) partait de l'idée qu'une action anarchiste doit, si possible, se développer autour d'un lieu ouvert et autogéré, capable de fédérer de multiples initiatives de subversion...

C'est ainsi que le CCL est devenu progressivement le lieu de rencontre et de coordination de la Fédération anarchiste, du groupe libertaire Aktion, de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT), du journal *Zon'Art*, de l'association homosexuelle Les Flamands Roses et, pendant un certain temps, de l'Union pacifiste et de l'AZADEL (association zairoise). Notons, par ailleurs, que le CCL est ouvert aujourd'hui à tout libertaire qui souhaite y adhérer individuellement et que ses différentes composantes sont unies par un lien d'assistance mutuelle.

## Un espace de liberté et de débat

Fidèle au principe d'auto-organisation (dans les quartiers, les associations, la ville...), le CCL correspond également à un souci d'ancrage local. Ces quatre bouts de murs sont un espace conquis. Il s'agit, en effet, pour les anarchistes de se doter des moyens (ici un lieu) d'une action politique sans concessions. Pour cela, il faut savoir s'imposer quelques « sacrifices » humains et financiers ; l'objectif étant l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs locaux ! Car depuis Fernand Pelloutier

(fondateur des Bourses du Travail), les libertaires savent bien que seule l'autonomie autorise l'action politique radicale et à long terme. Non seulement, elle met à l'abri d'une éventuelle restriction de la liberté d'expression et de réunion, mais elle permet de s'initier aux mécanismes de la gestion directe. En ce sens et dès son origine, le CCL s'inspirait et souhaitait revivifier le mouvement des Bourses du Travail (Ceci n'interdit pas, bien au contraire, d'investir d'autres lieux, comme la Maison de la Nature et de l'Environnement, dans laquelle la FA est également très présente).

## Une infrastructure au service du mouvement social

Mais le CCL n'est pas qu'un espace. Il est vrai qu'entre ses murs se tiennent les permanences des différents groupes sus-cités, des réunions publiques extrêmement diverses, une bibliothèque, une librairie, un centre de documentation et d'expression... Ceci dit, le CCL est aussi un dispositif en prise directe sur la vie extérieure. Bref, le CCL n'est pas un espace clos où l'on se réfugie frileusement dans l'entre-soi anarchiste, comme en dehors du monde. C'est un dispositif de rassemblement, de réflexion et d'action, capable d'intervenir au cœur des événements culturels, politiques, sociaux... de Lille et la région ! ♦

LES AMIS DE BENOÎT BROUTCHOUX